

Débat de politique départemental

**Face aux crises, le Département soutient le pouvoir d'achat des habitants de la Seine-Maritime**

**Intervention de Joachim MOYSE**

Mr le Président, chers collègues,

L'inflation atteint 7%, elle est annoncée à 8% en fin d'année, c'est l'envolée des prix et de l'inquiétude pour les français ! Les gens hésitent entre se soigner ou payer le loyer, remplir le réservoir ou remplir le frigo.

La pauvreté et la précarité augmentent dans notre département et pour les plus modestes la situation devient invivable comme ils en témoignent sur les marchés des quartiers populaires en limitant leurs achats. Pour eux, l'inflation qui galope, c'est le pouvoir d'achat qui recule.

Mais beaucoup disent que la guerre en Ukraine n'explique pas tout parce que, d'une part, il y a des opportunistes qui utilisent cette situation pour faire des profits et parce que d'autre part il y avait déjà un problème de pouvoir d'achat avant.

Le PIB de notre pays se porte à merveille. Mais là on le voit bien, ça ne ruisselle pas. Pendant la dernière décennie, les plus riches se sont fortement enrichis pendant que le pouvoir d'achat du reste de la population a proportionnellement régressé.

La crise sanitaire a même amplifié la tendance, puisqu'au plus fort de la pandémie, les richesses des foyers fiscaux les plus hauts ont bondi de 86%, avec 236 Milliards d'euros de plus. Elles avaient déjà progressé de 231 Milliards sur 10 ans de 2009 à 2019.

Pour les salariés aussi, c'est la douche froide. Les salaires ont faiblement augmenté sur la même période, ne permettant pas de protéger les salariés contre la hausse du coût de la vie, qui comme le rappelle Le Figaro, avait franchi la barre des 2% dès septembre 2021...

Quelques chiffres encore pour illustrer mon propos : L'augmentation des profits versés aux actionnaires des entreprises du CAC40 a progressé de 15% entre 2019 et 2021, 93 % entre 2020 et 2021, alors que la hausse médiane des salaires a été limitée à 1,4%.

Les agents publics ont subi une perte généralisée de pouvoir d'achat sous les effets de la congélation de leur point d'indice depuis 10 ans, que le coup de pouce du 1<sup>er</sup> juillet de 3,5% est loin d'avoir compensé leur perte de pouvoir d'achat.

Les services publics aussi n'ont pas été épargnés, en particulier dans nos communes. Les budgets locaux sont lourdement impactés par l'inflation du prix des matières premières, des denrées alimentaires et de l'énergie. Alors que nos villes ont connu plus de 10 années de baisse des dotations de l'état pour faire face aux besoins de leur population, leur libre administration pour maintenir un service public performant, de qualité, se réduit encore.

Nos communes sont prises entre le marteau et l'enclume...

Aussi, dans ce contexte nos communes doivent être plus fortement accompagnées par l'Etat et par le Département.

Les Maires présentes et présents dans cet hémicycle savent bien de quoi je parle.

Même constat dans les autres fonctions publiques : Comment s'étonner des difficultés à recruter dans les hôpitaux, et les personnels soignants en EHPAD ou dans l'enseignement quand le salaire des profs débutants est passé de 2,3 SMIC en 1980 à 1,1 SMIC aujourd'hui ?

Le constat s'étend malheureusement à bien d'autres professions essentielles, dans le social et le médico-social en particulier.

Et, sur l'exemple significatif de l'explosion des surcoûts de l'énergie, il ne faut pas passer sous silence les effets toxiques de la libéralisation de ce secteur. C'est tout bénéf pour les entreprises de distribution qui ne produisent rien, venues simplement faire leur marché sur le dos d'EDF et des usagers entraîne un effet perdant pour les consommateurs.

Si notre groupe veut rappeler tous ces éléments, c'est bien pour souligner que quoi que fasse notre collectivité pour soutenir ici ou là le pouvoir d'achat des seïnomarins, c'est à la racine et depuis les décisions prises au sommet de l'Etat que les solutions sont à trouver.

Mr le président, vous proposez d'actionner le levier des tarifs ou celui des guichets d'aides individuelles ciblées pour limiter le coût de la vie et c'est une bonne chose. Nous le pratiquons aussi dans beaucoup de nos communes et c'est heureux.

Mais pour résoudre le problème du pouvoir d'achat, il faut agir d'abord sur les ressources, donc sur le niveau des salaires, des pensions de retraite, des allocations de solidarité, en n'oubliant pas de garantir à notre jeunesse des ressources suffisantes pour étudier et se lancer dans la vie active.

Quant aux dépenses essentielles, c'est bien le blocage des prix et la renationalisation du secteur de l'énergie, de tout le secteur, de la production à la distribution, qui seront efficaces.

A défaut de quoi rien ne sera réglé, et ce n'est surement pas en offrant des petits chèques comme on distribue une aumône, que l'Etat pourra garantir à chacun son droit de vivre décemment.